



300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3052 - MERCREDI 25 OCTOBRE 2017



Un préposé de MSF désinfectant un homme sortant du centre de prise en charge des victimes de l'épidémie

SANTÉ

Baisse de l'épidémie de choléra en RDC

Les données épidémiologiques notent une tendance à la régression des cas de la maladie qui ne touchent plus que vingt-deux provinces du pays sur les vingt-six. Selon le directeur du Programme national d'élimination du choléra et des maladies diarrhéiques,

le choléra est actuellement maîtrisé. Une performance qui résulte des actions mises en place avec le concours des différents partenaires. Pour organiser la riposte, plusieurs actions ont été exécutées, notamment l'identification précoce des

sources de contamination, le transport rapide des personnes des lieux contaminés vers ceux de prise en charge, la vaccination dans les zones de santé où l'accès à l'eau potable est très difficile et dans les zones de santé très enclavées. [Page 2](#)

UNC

Pierre Kangudia refuse de quitter le gouvernement

Le ministre d'État chargé du Budget a refusé de quitter ses fonctions au détriment de son désormais ex-parti qui, par une décision controversée, l'avait sommé de se retirer. Au cours d'un point de presse tenu le 24

octobre, il a déclaré qu'il se refuse de causer une crise au sein du gouvernement, laquelle crise pourrait fragiliser les membres de cette équipe issus de l'opposition. Il a indiqué qu'il va s'en remettre à la disposition du président de la



Pierre Kangudia s'exprimant en conférence de presse

République car, a-t-il dit, « c'est à lui seul à qui revient la décision de me relever de mes fonc-

tions ». Pierre Kangudia avait pris officiellement ses fonctions le 23 décembre 2016, en rempla-

cement du Pr Michel Bongongo permuté à la Fonction publique. [Page 3](#)

RÉGION DU KASAÏ

Retour de plus de 710 000 personnes déplacées dans leurs zones d'origine

Dans son quatorzième rapport de situation produit le 23 octobre, le bureau de l'ONU pour la coordination de l'aide humanitaire (Ocha) a noté un total de 710 451 personnes retournées au cours des 18 derniers mois dans trois provinces. Cette identification a été menée à travers les activités de l'ONG ADSSE, partenaire du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Malgré la persistance de certaines poches d'insé-



Des déplacés de la région du Kasai photo tiers rité, l'accès humanitaire n'est globalement plus une problématique majeure dans la région. À en croire Ocha, les contraintes sécuritaires peuvent être surmontées à travers une communication efficace avec les communautés et des contacts avec les acteurs de sécurité [Page 5](#)

ASSEMBLÉE PROVINCIALE DE KINSHASA

Gaspard Kitasisa succède à Roger Nsingi



Le député provincial du MLC a été élu, à l'unanimité, président de l'Assemblée provinciale le 24 octobre à la suite du vote qui s'est déroulé en marge d'une plénière présidée par le président intérimaire de cette institution. La procédure de l'élection a été jugée régulière et conforme au règlement intérieur de cette ins-

titution législative. Gaspard Kitasisa succède à Roger Nsingi, déchu le 5 octobre. Plusieurs griefs ont été mis à sa charge, entre autres le non-paiement des salaires du personnel de l'Assemblée provinciale de Kinshasa et la mauvaise gestion des fonds destinés aux commissions et groupes parlementaires. [Page 3](#)

ÉDITORIAL

Message

Ce que démontrent les différents sommets et rencontres de haut niveau qui se sont tenus ces derniers mois en Afrique centrale est la volonté des Etats de mieux s'entendre, enfin, pour lutter contre la vague de violence qui déferle, ou qui menace de déferler sur cette partie du monde. Si la volonté ainsi exprimée ne se traduit pas encore par une véritable mise en commun des moyens qui permettront de l'endiguer, elle lance malgré tout un message fort aux peuples concernés, ainsi qu'à la communauté internationale.

Ce message peut être résumé ainsi : instruits par les expériences désastreuses que fut hier le génocide rwandais et que sont aujourd'hui la menace de génocide qui pèse sur la Centrafrique, les violences récurrentes qui ensanglantent les deux Kivu et le Kasai en République Démocratique du Congo, les dérives que provoquent au Tchad et dans le nord du Cameroun les adeptes de la secte Boko Haram, les dirigeants du Bassin du Congo sont prêts à s'organiser pour combattre le mal ; prenant acte du fait que l'Organisation des Nations unies s'est révélée incapable, ces dernières années, non seulement de restaurer la paix là où elle était attaquée mais également de prévenir les dérives ethniques ou religieuses qui s'avéraient inévitables, ils se préparent à agir eux-mêmes.

Certes, le processus qui se dessine ne se concrétisera pas en un jour, mais le simple fait qu'il se dessine, qu'il s'esquisse et qu'il s'exprime ouvertement lors des sommets réunissant les chefs d'Etat ou dans les entretiens bilatéraux qui se multiplient dans cette partie de l'Afrique, donne aux populations concernées un espoir très concret. Il a, en effet, toutes les chances de faire muter rapidement l'intégration régionale du simple domaine de l'économie au champ stratégique qui permettra de combattre effectivement la violence dont sont victimes des millions d'êtres humains dans l'indifférence quasi générale de la communauté mondiale.

Dans ce contexte, il est évident, pour nous en tout cas, que si cette même communauté mondiale apporte aux Etats de l'Afrique centrale les sommes gigantesques qu'elle dépense en pure perte depuis des années dans cette partie du monde, la situation sur le terrain changera de façon radicale très vite. Affaire à suivre avec attention !

Le courrier de Kinshasa

SANTÉ

Baisse de l'épidémie de choléra en RDC

Les données épidémiologiques notent une tendance à la régression des cas de la maladie qui ne touchent plus que 22 provinces du pays sur les 26.



Radio Okapi/Ph. John Bompango

Un centre de traitement du choléra

Selon le directeur du Programme national d'élimination du choléra et des maladies diarrhéiques (Pnchol), Didier Bompangue, le choléra est actuellement maîtrisé. « Nous sommes actuellement à une phase où l'épidémie est totalement maîtrisée. Ça fait deux semaines consécutives de baisse continue de cas de choléra. Et à la 41e semaine, il a été rapporté environ mille sept cents cas et vingt décès. Alors qu'il y a deux semaines, on était dans des barres de deux mille cinq cents cas rapportés par semaine. C'est une très bonne nouvelle », a-t-il dit.

Cette performance, a-t-il fait savoir, est la conséquence des actions qui ont été mises

en place avec les différents partenaires. Ces actions ont donné de bons résultats sur le terrain. « Même la progression observée au niveau de trois zones de santé du Kasai, à savoir Ilebo, Mikope et Mushenge, n'a pas eu l'explosion qu'on pouvait craindre. Cela grâce aux équipes pré-positionnées dans la localité de Dibaya le long du Kasai qui sont allées dès que le premier cas a été signalé à Ilebo », a-t-il poursuivi.

Tout en remerciant le ministre de la Santé publique, le Dr Oly Ilunga, pour son implication dans la lutte contre le choléra, le directeur du Pnchol a promis de continuer à travailler dans le sens de l'élimination de cette maladie.

Les actions

Pour organiser la riposte, plusieurs actions ont été mises en œuvre, notamment l'identification très précoce des sources de contamination, en agissant à ce lieu pour empêcher la population de se faire contaminer. Il y a aussi le transport rapide des personnes des lieux contaminés vers les lieux de prise en charge. Didier Bompangue a, par ailleurs, indiqué que des actions additionnelles pour apporter encore plus de résultats dans la lutte contre le choléra ont été exécutées, telles que la vaccination dans les zones de santé où l'accès à l'eau potable est très difficile et dans les zones de santé très enclavées.

Aline Nzuzi

ADIAC

Le courrier de Kinshasa, une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila

Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni MAssela
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Comptabilité et administration : Lino-Lukombo

Caisse : Blandine Kalonji
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, Avenue du port, immeuble Forescom, 1er niveau, commune de la Gombe - Kinshasa / RDC
Tél. (+243) 015 166 200

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Campoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordnatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbelélé Ngonzo

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

UNC

Pierre Kangudia refuse de quitter le gouvernement

Le ministre d'État chargé du Budget n'a pas voulu optempérer à la décision de sa formation politique qui lui avait exigé de mettre un terme à ses fonctions.

C'est un véritable camouflet que vient d'administrer Pierre Kangudia au directoire de son parti, l'Union pour la nation (UNC), qui le sommait de quitter le gouvernement. La décision de l'UNC, dont il était jusque-là secrétaire national chargé des relations avec les partis politiques, était sans appel. La démission réclamée du ministre du Budget ne pouvait qu'être la conséquence logique du retrait de l'UNC du gouvernement. Ce parti dénonce le non-respect des échéances électorales prévues d'ici à décembre 2017, conformément à l'Accord de la Saint-Sylvestre ainsi que la non-publication du calendrier électoral par la



Pierre Kangudia

Commission électorale nationale indépendante (Céni). Face à la pression qu'il a eu à subir de la part de son président, Vital Kamerhe, et qu'il tient pour un acharnement sur sa personne, Pierre Kangudia s'est finalement décidé d'ignorer la décision de son parti.

Devant les journalistes qu'il a reçus le 24 octobre, dans

le cadre d'un point de presse improvisé, il a fait part de son intention de ne pas quitter le gouvernement. Il reste et demeure dans l'équipe Tshibala avec laquelle il n'est pas en opposition en tant que membre à part entière. « Je refuse, pour satisfaire les intérêts égoïstes et personnels de certaines personnes, de causer une crise au sein du gouver-

nement qui va fragiliser les membres du gouvernement issus de l'opposition (...) », a-t-il déclaré. La crise, c'est plutôt à l'UNC qu'il l'a créée puisqu'il a décidé, séance tenante, de prendre ses distances vis-à-vis de son parti politique tout en s'interrogeant sur le sens de la décision prise à son endroit. Pierre Kangudia a dénoncé une politique de deux poids deux mesures. Car, pendant que le directoire du parti continuait à le pousser à rendre le tablier, un autre cadre de l'UNC, Gustave Omba, continue à prêter au sein de la Céni. Et pourtant, la logique voulait que tous les membres de l'UNC évoluant au sein des institutions puissent les quitter, question d'être en phase avec une décision censée être impersonnelle. « Comment peut-on justifier mon retrait seul des institutions tout en laissant le représentant de mon parti continuer d'exercer ses fonctions à la

Céni, organe attribué pour organiser les élections ? », s'est-il interrogé. Bien plus, il a déclaré n'avoir pas été consulté au préalable tout en dénonçant la précipitation avec laquelle la décision a été prise et diffusée dans la presse.

En tout état de cause, Pierre Kangudia a indiqué qu'il va s'en remettre à la disposition du président de la République « car c'est à lui seul à qui revient la décision de me relever de mes fonctions », a-t-il précisé. Comme quoi, le divorce entre Vital Kamerhe et celui qui était jusqu'à hier son plus proche collaborateur au sein du parti vient d'être consommé. Pour rappel, l'actuel ministre d'État chargé du Budget avait pris officiellement ses fonctions le 23 décembre 2016, en remplacement du Pr Michel Bongongo permuté à la Fonction publique.

Alain Diasso

DROITS DE L'HOMME

L'ONU exige la «libération immédiate» d'opposants arrêtés à Lubumbashi

Plusieurs militants de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) sont aux arrêts depuis le 22 octobre dans la deuxième ville de la République Démocratique du Congo (RDC), alors qu'ils se préparaient à accueillir leur leader, Félix Tshisekedi.

«Je demande instamment aux autorités congolaises la libération immédiate et inconditionnelle des personnes arrêtées arbitrairement hier à Lubumbashi», a déclaré, dans un communiqué rendu public le 23 octobre, Maman Sidikou, chef de la Mission de l'ONU en RDC (Monusco). «Je rappelle également aux autorités congolaises leurs obligations de garantir les libertés publiques et les droits civils et politiques à tous, conformément à la Constitution et aux engagements internationaux de la RDC», a-t-il ajouté. Le 22 octobre, au moins 28 militants de l'UDPS (parti historique de l'opposition) ont été arrêtés selon la police, 48 selon leur parti, à Lubumbashi. La Monusco «condamne» ces arrestations d'opposants survenues alors qu'ils participaient à une réunion privée au siège de l'UDPS. La mission onusienne est « vivement préoccupée par les actes continus d'intimidation à l'encontre des membres



Maman Sidikou

de l'opposition », a ajouté le communiqué. «Au total 28 (activistes, ndlr) ont été arrêtés et sont détenus au cachot. Ils seront jugés selon la loi», avait déclaré, le 22 octobre à l'AFP, le général Paulin Kyungu, commandant de la police du Haut-Katanga. L'officier accuse ces opposants d'avoir insulté le chef de l'État. La RDC traverse une crise politique profonde liée au maintien au pouvoir du président Joseph Kabila dont le mandat a expiré le 20 décembre 2016.

La Constitution ne lui permet pas de se représenter mais l'autorise à rester en fonction jusqu'à l'élection de son successeur. Le chef de l'UDPS, Félix Tshisekedi, dont l'arrivée a été annoncée à Lubumbashi le 23 octobre, a dernièrement qualifié de déclaration de «guerre au peuple congolais» l'annonce du président de la Commission électorale, Corneille Nangaa, selon laquelle il n'y aurait pas d'élection pour la succession de M. Kabila avant 2019.

AFP

ASSEMBLÉE PROVINCIALE DE KINSHASA

Gaspard Kitasisa succède à Roger Nsingi

La procédure de l'élection du député provincial du Mouvement de libération du Congo, à en croire une source parlementaire, a été régulière et conforme au règlement intérieur de l'institution législative.

L'ancien président de l'Assemblée provinciale de Kinshasa peut déjà mettre une croix sur toute éventualité de réhabilitation. Alors qu'il est toujours en attente de la réponse à son recours introduit, le 5 octobre dernier, à la Cour constitutionnelle en contestation de sa déchéance du perchoir de l'institution, son sort vient, en effet, d'être scellé. Un nouveau président de l'Assemblée provinciale de Kinshasa, en la personne du député Gaspard Kitasisa Lukoki, a été élu le 24 octobre. Ses pairs l'ont élu à l'unanimité au cours d'une séance plénière sous l'autorité du président intérimaire de l'institution.

Gaspard Kitasisa a convaincu ses collègues par le contenu de son programme d'action ainsi que par sa probité morale doublée d'un sens pa-

triotique aigu. Il a été préféré à Diwampovesa Makelele et à Bemol Ndembe Kasa, deux candidats malheureux qui n'ont pas bénéficié des faveurs des députés provinciaux. L'élection de Gaspard Kitasisa, à en croire une source parlementaire, s'est déroulée selon les règles de l'art en conformité avec la procédure légale sur la base du règlement intérieur. Ce texte prévoit qu'en cas de déchéance du président de l'assemblée provinciale, son remplacement doit être effectif endéans quinze jours. Pour rappel, l'ex-président Roger Nsingi a été chargé de plusieurs griefs dont le non-paiement des salaires du personnel de l'institution ainsi que des assistants parlementaire. Il lui est aussi reproché la mauvaise gestion des fonds destinés aux commissions et groupes parlementaires, la paye d'un personnel fictif non prestataire à l'Assemblée provinciale de Kinshasa et la signature des contrats à son profit en défaveur de l'Assemblée provinciale.

Alain Diasso



LE COURRIER DE KINSHASA

www.lesdepechesdebrazzaville.com

BON PLAN!

RECRUTEMENT



Distribuez nos produits & Gagnez de l'argent

FILLES JEUNES ET DYNAMIQUES rejoignez notre équipe marketing



immeuble ex FORESCOM, 1er niveau
Avenue des Douanes n°4
Kinshasa, Gombe - RDC

+243.856.43.6723

RÉGION DU KASAÏ

Plus de 710 000 personnes retournées dans leurs zones d'origine

Le bureau de l'ONU pour la coordination de l'aide humanitaire (Ocha) précise que la relative accalmie sécuritaire observée ces derniers temps a permis aux déplacés de regagner leurs villages respectifs.

Dans son quatorzième rapport de situation produit le 23 octobre, le bureau de l'ONU pour la coordination de l'aide humanitaire (Ocha) a noté un total 710 451 retournés au cours des 18 derniers mois dans trois provinces. A en croire les dernières données disponibles dont fait référence Ocha, il s'est agi de 490 971 personnes retournées dans la province du Kasai central et 121 496 personnes retournées dans la province de la Lomami. « Le nombre de retournés dans le Kasai Oriental demeure de 97 984 personnes, mais ces chiffres ont besoin d'être mis à jour puisque 80% des personnes seraient déjà rentrées dans leurs zones d'origine selon les estimations des partenaires locaux, et jusqu'à 95% dans le territoire de



Kabaya Kamwanga où la saison culturelle incite la population à revenir pour reprendre les travaux champêtres », a expliqué Ocha.

Le bureau onusien a, par ailleurs, noté que dans la province du Kasai, 13 406 réfugiés congolais rapatriés spontanément de l'Angola ont été identifiés à Kamonia et 33 à Tshikapa. Ocha a expliqué que cette identifica-

tion a été menée à travers les activités de l'ONG ADSSE, partenaire du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Pas de nouveau déplacement interne

Ocha a aussi souligné qu'aucun nouveau déplacement interne de population n'a été rapporté depuis le mois d'août. Mais le bureau note,

Des déplacés de la région du Kasai photo tiers par ailleurs, que le nombre total de déplacés mis à jour est de 762 307 personnes, contre 1,4 million dans le précédent rapport. Cette baisse s'explique, a soutenu le bureau de l'ONU, par les mouvements de retour et la vérification des données de plusieurs alertes dans cinq provinces.

Entre-temps, Ocha relève que malgré la persistance de

certaines poches d'insécurité, l'accès humanitaire n'est globalement pas une problématique majeure dans la région du Kasai. Selon l'agence onusienne, les contraintes sécuritaires peuvent, en effet, être surmontées à travers une communication efficace avec les communautés et des contacts avec les acteurs de sécurité. Mais, pour lever tous les doutes concernant la sécurité, Ocha a noté que plusieurs missions ont été menées ces dernières semaines par le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations unies, avec le chargé de sécurité de l'Unicef et le chargé de coordination civilo-militaire d'Ocha, notamment sur les axes Kananga-Luiza, Kananga-Tshikapa, Tshikapa-Kamonia, Kananga-Dimbelenge et Kananga-Demba. « *Aucun incident majeur n'a été constaté pendant ces missions, mais des incidents sporadiques continuent d'être rapportés* », a précisé le bureau de l'ONU.

Lucien Dianzenza

FORUM SUR LES BESOINS SANITAIRES AU GRAND KASAÏ

Des recommandations idoines pour juguler la crise

Les pouvoirs publics ainsi que les partenaires techniques et financiers sont appelés à s'impliquer dans la réhabilitation des infrastructures sanitaires détruites et à la motivation du personnel soignant en dispersion.

Les participants à la réunion sur l'évaluation des besoins sanitaires dans la région du grand Kasai ont formulé une série de recommandations. Outre la réhabilitation des infrastructures qui incombe en premier lieu aux gouvernements national et provinciaux, il a été demandé aux autres ministères et partenaires techniques et financiers de s'impliquer dans la réhabilitation de l'habitat, des infrastructures scolaires ainsi que dans de la fourniture d'eau potable à la population. Leur apport est également sollicité dans les domaines d'hygiène et d'assainissement sans oublier l'encadrement des jeunes. Aux partenaires techniques et financiers, il leur a été recommandé de mettre en place un fonds social d'assistance sanitaire à la populations sinistrée de la crise Kamwena Nsapu. La société civile et le secteur privé sont aussi appelés à participer à la mise en place de ce fonds. Quant aux services centraux et provinciaux du ministère de la

Santé, il leur est recommandé de consolider les organes de travail de l'assistance sanitaire d'urgence à tous les niveaux.

En plus de ces recommandations, une feuille de route de l'assistance sanitaire d'urgence et de restauration du système de santé dans la région du grand Kasai a été élaborée. Celle-ci comprend des orientations stratégiques de la réponse sanitaire à la crise humanitaire dans le grand Kasai. Pour le ministre de la Santé publique, le Dr Oly Ilunga qui a clôturé ce forum, cette feuille de route constitue un document qui pourra soutenir son engagement dans le plaidoyer pour la mobilisation des ressources.

Pour bien mobiliser ces ressources en faveur de la région du grand Kasai, le ministre de la Santé publique a annoncé l'organisation dans les prochains jours d'une table ronde. Il répond ainsi à l'appel des participants qui ont sollicité la contribution des toutes les parties prenantes, à savoir le gouvernement central, les gouvernements provinciaux, les partenaires techniques et financiers du ministère de la Santé ainsi que toutes les personnes physiques et morales de bonne volonté.

Aline Nzuzi

FIÈVRE DE MARBURG

La RDC renforce la surveillance sanitaire

Le pays a pris des mesures pour assurer la protection de ses frontières car deux cas de la maladie sont déjà signalés au nord-est de l'Ouganda à la frontière avec le Kenya.

Le ministre de la Santé publique, le Dr Oly Ilunga Kalenga, a présidé une réunion d'urgence avec la direction de lutte contre la maladie, le Programme national de l'hygiène aux frontières, l'Organisation mondiale de la santé et le CDC. La rencontre avait pour but de peaufiner des stratégies qui s'imposent en vue de sécuriser la santé de la population congolaise face à l'épidémie qui s'est déclarée en Ouganda.

Des mesures urgentes ont été prises par le ministre qui a décidé notamment de renforcer la surveillance sanitaire et la sensibilisation du personnel de santé dans les communautés concernées, dans les formations sanitaires ainsi qu'aux points d'entrée avec l'Ouganda. En outre, une note circulaire contenant des instructions précises a été envoyée à tous les agents sanitaires aux postes



Le ministre de la Santé publique, le Dr Oly Ilunga cées et même dans les différents points d'entrée de la zone concernée, notamment à Aru, Mahagi, Ariwara, Vis-à-vis, Pabiri, Kengezi Base, Karombo, Awasi. L'aéroport de Goma, au Nord Kivu, est aussi sous surveillance. Il est vrai que le risque d'importation des cas en République Démocratique du Congo (RDC) est faible. Toutefois, la probabilité d'une importation n'est pas exclue en raison des échanges économiques et des mouvements de populations entre les deux pays.

A.Nz.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Washington envisage de renforcer sa présence militaire en Afrique

Estimant que la guerre se déplace d'autres parties du monde vers le continent noir et l'Asie, les Etats-Unis entendent de renforcer dès maintenant leur posture dans la région pour mieux combattre les djihadistes.

Pour le chef d'Etat-major américain, le général Joseph Dunford, la stratégie permettra de mieux traquer les djihadistes du groupe Etat islamique (EI) qui cherchent à se repositionner après la chute de leur califat aux confins de la Syrie et l'Irak. « Après la chute de Raga et de Mossoul, l'Afrique est l'un des endroits où nous savons que l'ISIS (une autre dénomination de l'Etat islamique) espère renforcer sa présence », a-t-il souligné le 23 octobre, lors d'un point de presse consacré à l'enquête en cours sur l'embuscade ayant coûté la vie à quatre militaires américains, le 4 octobre, au Niger.

« Nous savons à quel point la Libye et le Sinaï sont importants pour l'EI. Nous savons à quel point ils ont essayé de s'établir en Afrique de l'est et bien sûr, nous parlons maintenant de l'Afrique de l'ouest », a-t-il ajouté. Le chef d'Etat-major

américain a dit qu'il allait faire des « recommandations » au ministre de la Défense, Jim Mattis, et au président Donald Trump « sur la répartition des unités nécessaires pour répondre au niveau de menace » déjà évalué. Alors que les Etats-Unis et les représentants militaires de 75 pays ont entamé le 24 octobre des discussions sur la « prochaine phase de la campagne militaire » contre l'EI, le général Joseph Dunford estime qu'il faut absolument contrer la menace djihadiste sur le continent africain. « L'Afrique est déjà la deuxième zone d'intervention dans le monde des Forces spéciales américaines, après le Proche-Orient. Ces unités d'élites y sont chargées de former les militaires locaux à la lutte anti-terroriste. Ils ne sont pas censés partir en mission avec les militaires locaux quand il y a un risque de

combat », a précisé le général Dunford.

« La guerre est en train de se déplacer (...). Je ne suis pas sûr qu'on puisse dire qu'elle se déplace vers l'Afrique seulement. Nous sommes confrontés à un défi qui s'étend de l'Afrique de l'ouest à l'Asie du sud-est », a affirmé le chef d'Etat-major américain. Il espère que l'EI va tenter d'établir une présence physique ailleurs qu'en Irak ou en Syrie, maintenant qu'elle a perdu son califat de Raga et Mossoul. « C'est bien pourquoi nous conduisons les sortes d'opérations que nous avons au Niger, pour nous assurer que les forces locales ont la capacité de l'empêcher », a-t-il poursuivi.

A ce jour, les Etats-Unis ont quelque 6 000 hommes déployés dans 53 pays du continent, notamment au Tchad, en République Démocratique du Congo, en Ethiopie, en Somalie, en Ou-



Le général Joseph Dunford (DR)

ganda, au Rwanda et au Kenya. Ils soutiennent, par ailleurs, l'opération militaire française Barkhane dans cinq pays du Sahel (Mauritanie, Mali, Tchad, Niger, Burkina Faso), notamment en apportant le ravitaillement aérien pour les avions français et en échangeant du renseignement avec les Français. Quant à la tâche de mener le combat contre les groupes

islamistes radicaux dans cette région, elle est assurée par la France avec les alliés africains. « Notre intention est de continuer les opérations en Afrique », a assuré le général Dunford dont le pays a souvent déployé des forces spéciales dans certaines régions du continent.

Nestor N'Gampoula

AFRIQUE DE L'OUEST

La monnaie unique ne verra pas le jour en 2020

L'annonce a été faite par le président de la commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cédéao), Marcel De Souza, à l'ouverture d'un sommet des chefs d'Etat de cet espace régional.

« Malgré des progrès sur la convergence macro-économique, les résultats sont faibles et donc nous ne pouvons pas aller en 2020 à la monnaie unique », a déclaré Marcel De

Souza, précisant que « la feuille de route visant à aboutir à cette monnaie n'a pas été mise en œuvre vigoureusement ».

Pour lui, des efforts ont été consentis pour atteindre l'objectif fixé puisque les présidents du Niger et du Ghana avaient été mandatés, en 2013, pour coordonner la marche vers la monnaie unique de la Cédéao qui comprend quinze pays. « Pour les quatre objectifs fixés, les résultats ne sont pas au rendez-vous. De 2012 à 2016, aucun pays n'a pu respecter de

manière continue les critères de premier ordre du programme de convergence macro-économique », a-t-il expliqué. « L'harmonisation des politiques monétaires entre les huit monnaies de la Cédéao, qui devait précéder la monnaie unique, n'est pas faite. Et l'institut monétaire, préluce à une Banque centrale commune, n'a pas vu le jour », a ajouté le président de la commission de la Cédéao. La Cédéao a été créée en 1975. Elle regroupe aujourd'hui 15 pays représentant 300 millions

d'habitants qui utilisent des monnaies différentes. Huit pays de la région ont en commun le franc CFA, arrimé à l'euro, et sont rassemblés au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine. Il s'agit notamment du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Hormis ces Etats, sept autres ont chacun sa propre monnaie : l'escudo pour le Cap-Vert, le dalasi pour la Gambie, le cedi pour le Ghana, le franc guinéen

pour la Guinée, le dollar libérien pour le Liberia, le naira pour le Nigeria et le leone pour la Sierra Leone. Ces monnaies ne sont pas convertibles entre elles.

Notons que les présidents nigérien Mahamadou Issoufou, ivoirien Alassane Ouattara, ghanéen Nana Akufo Ado, nigérien Muhammadu Buhari et togolais Faure Gnassingbé, ont pris part à ce sommet visant à faire le point, trente ans après le lancement de l'idée de monnaie unique des pays d'Afrique de l'ouest.

N.N'G.



PROMO WEEK-END

150 000 FCFA

2 Nuits en chambre supérieure pour 2 personnes incluant petits-déjeuners

200 000 FCFA

2 Nuits en suite pour 2 personnes incluant petits-déjeuners



ELAIS Pointe-Noire est un hôtel 4* de 191 chambres, situé en plein cœur de la capitale économique de la République du Congo (Congo Brazzaville).

À 10 minutes de l'aéroport et à seulement 800 mètres de la mer, il vous offre un cadre confortable dans un jardin arboré de 2,5 hectares et constitue le lieu idéal pour vos voyages d'affaires et vos moments de détente.

Boulevard Général de Gaulle

BP 790 Pointe Noire - République du Congo

Téléphone +242 22 294 12 51 / +242 05 511 84 84

info.pn@hotelelais.com

www.hotelelais.com



INNOVATION EN AFRIQUE

Le 2^e sommet prévu en 2018 au Rwanda

La rencontre qu'abritera Kigali, du 6 au 8 juin prochain, permettra aux participants d'examiner les grands défis de l'heure, à savoir l'accès à l'énergie, l'eau, l'insécurité alimentaire et les systèmes de santé.

Le continent est confronté à de nombreux défis qui constituent un frein au développement humain, économique et socio-politique. En quête de solutions novatrices, le sommet du Rwanda sera organisé sur le thème « Innovation: relever les défis de l'Afrique ».

Au programme : une série de séances plénières sur des questions thématiques majeures. Plus de 20 ateliers seront organisés pour approfondir le dialogue et chercher des solutions aux défis auxquels sont confrontés les pays africains ainsi que de nombreuses activités parallèles et des programmes spécifiques. Le sommet prévoit également des rencontres décentralisées au nombre desquelles, une exposition de 50 petites et moyennes entreprises et institutions africaines dotées d'idées, de produits et /ou de services novateurs évolutifs et aussi un défi à la jeunesse sur l'innovation.

Des marathons de programmation et des blogs seront organisés, avant le sommet, pour dynamiser l'engagement populaire. Après, le sommet sur l'innovation en Afrique (AIS) travaillera sur une série de résultats en connaissances, qui

inclura des résumés de politiques et un livre avec des études de cas ainsi que la promotion de la mise en œuvre des recommandations. « L'AIS n'est pas un autre événement, mais la plate-forme continentale visant à construire l'écosystème pour l'innovation »

« L'AIS n'est pas un autre événement, mais la plate-forme continentale visant à construire l'écosystème pour l'innovation en Afrique afin d'assurer la transformation structurelle de l'Afrique »

en Afrique afin d'assurer la transformation structurelle de l'Afrique », indique le directeur de l'AIS, Olugbenga Adesida.

Face aux enjeux, le gouvernement rwandais, sous la direction du président Paul Kagame, entend, à travers ce sommet, promouvoir l'innovation en Afrique. « Cela (AIS II) s'inscrit dans notre agenda national pour être à l'avant-

garde de la recherche des solutions créatives à nos défis de développement », a déclaré le ministre rwandais de la Jeunesse et des technologies de l'information et de la communication, Jean Philibert Nsengimana. Jose Brito, directeur associé d'Ihaba, note, quant à lui, « l'impatience d'engager tout le monde (...) pour trouver des solutions innovantes et disruptives pour relever les défis du continent ».

Cette plate-forme de dialogue réunira des chefs d'Etat et de gouvernement, des ministres, des chefs d'organisations régionales et continentales, des PDG d'entreprises établies, des start-up, des investisseurs, des chercheurs, des experts en politiques, science et technologie, des investisseurs privés, des innovateurs, avec pour but de faciliter le changement en Afrique à partir de l'intérieur, grâce aux actions collectives.

L'événement continental sera organisé par le gouvernement rwandais, en collaboration avec Ihaba (une entreprise de développement de négoce basée au Cap-Vert). Cette firme a pour mission, la transformation de l'Afrique en incubant des idées novatrices et en travaillant activement à la création d'un environnement propice à l'innovation.

Josiane Mambou Loukoula



L'équipe Campus France Congo Brazzaville vous annonce l'ouverture de sa campagne pour l'année universitaire 2018/2019. Dès le 15 Novembre 2017, les inscriptions aux formations en France peuvent débuter. Attention, les dossiers en ligne et paiements des frais de dossiers (60 000 Fcfa), sont acceptés uniquement :

- Jusqu'au 8 janvier 2018 pour les inscriptions en 1^{ère} année de Licence et en Ecole d'architecture,
- Jusqu'au 5 mars 2018 pour les inscriptions en DUT, en 2^{ème} et 3^{ème} années de Licence, Licence professionnelle et Master.

Campus France invite tous les étudiants intéressés par une poursuite d'étude en France à :

Trois réunions d'information à l'Institut français du Congo (ex-CCF) à Brazzaville, pour vous renseigner sur l'organisation des études supérieures françaises et la procédure Campus France, salle Savorgnan de Brazza :

- Mardi 31 octobre 2017 à 15h
- Mardi 21 novembre 2017 à 15h
- Mercredi 6 décembre 2017 à 15h

Contact :

Mél. : brazzaville@campusfrance.org
Page Facebook : CampusFrance Congo

La médiathèque de l'Institut Français du Congo à Brazzaville s'associe à cette campagne et vous propose des ateliers numériques sur Culturethèque, la bibliothèque numérique de l'Institut Français.

L'entrée à la médiathèque et la participation aux ateliers seront exceptionnellement gratuits:

- Mardi 31 octobre 2017, de 10h30 à 15h
- Mardi 21 novembre 2017, de 10h30 à 15h
- Mercredi 6 décembre 2017, de 10h30 à 15h

Contact: Mél.: mediatheque@institutfrancais-congo.com

Venez nombreux !

ENQUÊTE INTERNATIONALE

Le Gabon rejette la requête de l'UE

Le gouvernement gabonais a rejeté la demande de l'Union européenne (UE) d'enquêter sur les violences post-électorales d'août et septembre 2016, malgré l'insistance de l'organisation.

Le Gabon ne donnera suite « à aucune demande d'enquête internationale » sur les violences post-électorales d'août et septembre 2016, outre l'enquête en cours de la Cour pénale internationale (CPI), a déclaré, le 23 octobre, le porte-parole du gouvernement, Alain-Claude Bilie By Nze en réponse à une requête de l'UE.

Mercredi dernier - dans un communiqué - la délégation de l'UE au Gabon avait « insisté » de nouveau sur la nécessité d'une « enquête indépendante portant sur ces faits ». « Nous sommes surpris de cette demande, alors que le Gabon a déjà saisi, de sa propre initiative, la CPI, seul juge international reconnu par tous », a réagi, au cours d'une conférence de presse, le porte-parole du gouvernement. Et de souligner : « Nous nous en tiendrons à ce que dira la CPI. Nous n'entendons, à ce stade, n'accéder à aucune autre demande d'enquête internationale », déplorant une « communication intempestive » de la part de l'UE.

L'annonce de la réélection du président Ali Bongo Odimba, le 31 août 2016, avait provoqué une vague de violences. Des manifestations contre le pouvoir, Assemblée nationale incendiée, des interpellations par centaines, assaut des forces de sécurité contre le QG du rival du président, Jean Ping, ont jalonné la période post-électorale. Ces violences ont causé la mort de trois personnes, selon le bilan officiel. Une partie de l'opposition et de la société civile affirme avoir identifié une trentaine de morts et évoque des disparitions.

En décembre dernier, une mission électorale de l'UE avait conclu que le scrutin avait été entaché « d'anomalies » qui « mettent en question l'intégrité du processus de consolidation des résultats et du résultat final de l'élection ». Les autorités gabonaises ont dénoncé à plusieurs reprises une « ingérence » de l'UE. « Le Gabon est un État souverain. Nous n'accepterons aucun diktat ou une quelconque forme de mainmise. (...) Il n'est pas question que l'UE au Gabon devienne juge et se transforme en tribunal », a fait savoir Alain-Claude Bilie By Nze, avant de rassurer sur les mécanismes d'apaisement mis en place pour ramener la sérénité dans le pays.

J.M.L.

AIDE HUMANITAIRE

L'UE accorde 106 millions d'euros au Soudan

L'appui financier vient à point nommé pour soulager quelque 4,8 millions de personnes qui ont besoin d'assistance dans le pays, à cause du conflit au Darfour.

L'information a été donnée le 23 octobre par le commissaire européen chargé de l'aide humanitaire, Christos Stilianides, en visite dans les zones de conflit au Darfour (ouest du Soudan). L'assistance de l'Union européenne(UE) est destinée à répondre aux besoins des réfugiés. Parlant de la répartition de cette enveloppe, Christos Stilianides a dit que sur un total de 106 millions d'euros, 46 millions seront réservés aux besoins humanitaires : nourriture, santé, hébergement, système d'assainissement. Les 60 millions d'euros restants vont être affectés au Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique, destiné à soutenir les personnes déplacées et les migrants.

« Ici au Soudan, la situation humanitaire est toujours critique (...). Des millions de personnes ont été déplacées pendant de nombreuses années au Darfour », a affirmé le commissaire européen.

Cette aide est accordée au moment où les agences onusiennes font face à une importante pénurie de fonds liée à la baisse des dons internationaux. Sur le terrain, les besoins humanitaires ont augmenté puisque des centaines de milliers de sud-Soudanais sont arrivés au Soudan, fuyant la guerre civile qui déchire leur pays depuis décembre 2013.

Rien que pour cette année 2017, les Nations unies prévoyaient, pour le Soudan, une levée de fonds de 804 millions de dollars (684 millions d'euros). Mais fin septembre, elles n'avaient récolté que 38% de ce montant, selon le bureau de l'ONU pour la coordination des affaires humanitaires. Cette pénurie de fonds a provoqué la fermeture de dizaines de centres de santé dans les zones en conflit comme au Darfour et dans les Etats du Nil Bleu et du Kordofan-sud.

besoins humanitaires ont augmenté puisque des centaines de milliers de sud-Soudanais sont arrivés au Soudan, fuyant la guerre civile qui déchire leur pays depuis décembre 2013.

Rien que pour cette année 2017, les Nations unies prévoyaient, pour le Soudan, une levée de fonds de 804 millions de dollars (684 millions d'euros). Mais fin septembre, elles n'avaient récolté que 38% de ce montant, selon le bureau de l'ONU pour la coordination des affaires humanitaires. Cette pénurie de fonds a provoqué la fermeture de dizaines de centres de santé dans les zones en conflit comme au Darfour et dans les Etats du Nil Bleu et du Kordofan-sud.

Nestor N'Gampoula

L'International Trademark Association (INTA) publie son rapport global. "... le rapport souligne l'engagement de l'association à soutenir pleinement les initiatives qui font progresser les droits de propriété intellectuelle en Afrique."

Novembre 2017 ... L'INTA (International Trademark Association) a publié son rapport global décrivant ses activités en Afrique, en Asie-Pacifique, en Chine, en Europe, en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Amérique du Nord.

Basée à New-York et avec des bureaux à travers le monde, l'INTA compte plus de 7000 organisations membres qui représentent environ 31 000 professionnels, y compris des organismes gouvernementaux, propriétaires de marques de grandes entreprises ainsi que des petites et moyennes entreprises et des cabinets d'avocats.

Cette année, comme le montre le rapport, INTA a accordé une attention particulière à l'Afrique, où l'intensification de l'innovation, l'industrialisation et la croissance rapide de l'industrie créative ont suscité de l'intérêt en vue de la protection des droits de propriété intellectuelle ainsi que de la lutte contre la piraterie. Selon une étude menée par l'INTA et la Chambre Internationale du Commerce, la contrefaçon et la piraterie pourraient atteindre 2.3 milliard de dollars d'ici 2022 et ceci n'inclut pas les risques collatéraux sur la santé notamment l'impact négatif des faux médicaments. Ceci fait écho au vibrant appel lancé par le Président Sassou Nguesso lors de la 72ème session de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

«Un nombre croissant de propriétaires de marques et des professionnels en Afrique ont soulevé des préoccupations au sujet des droits de propriété intellectuelle. En tant que INTA, nous nous engageons à supporter et encourager à travers des politiques adéquates les initiatives en faveur de la propriété intellectuelle sur le continent», a déclaré Tat-Tienne



Louembe, Représentant de l'INTA pour l'Afrique et le Moyen-Orient.

En juin, le Président Directeur Général de l'INTA, Etienne Sanz de Acedo, et le Représentant d'INTA pour l'Afrique et le Moyen-Orient, Tat-Tienne Louembe, ont rencontré des hautes autorités au Zimbabwe et en Afrique du Sud ainsi que des entités du secteur privé. Tat-Tienne Louembe a également participé à la cérémonie d'intronisation du nouveau Directeur Général de l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI) et par cette occasion a interagi avec Abdou Maman, Ministre de l'industrie et des mines de la République du Niger en sa qualité de Président du Conseil d'Administra-

tion de l'OAPI basée au Cameroun et des membres du Parlement au Nigeria. A Genève, Il s'est aussi entretenu avec des responsables de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle. Récemment, le Représentant d'INTA pour l'Afrique et le Moyen-Orient a pris part aux activités de la Semaine Africaine sous le thème «La mise en œuvre de l'Agenda 2063 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 pour une Afrique unie, prospère, pacifiée et axée sur l'être humain» organisée par le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique du 16-20 Octobre à New-York. Dans les prochains, il participera à la 16ème session de la Conférence Ministérielle de l'Organisation Régionale Africaine pour la propriété intellectuelle (ARIPO) à Lilongwe.

«A travers ce nouveau rapport, nous espérons non seulement affirmer notre engagement envers l'Afrique, mais aussi fournir des informations pertinentes aux décideurs, assister les propriétaires de marques sur le continent à protéger leurs œuvres et contribuer de manière significative à une croissance économique inclusive», a déclaré Tat-Tienne Louembe, le Représentant de l'INTA pour l'Afrique et le Moyen-Orient. Le rapport global, qui est disponible sur le site internet de l'INTA, s'inscrit dans le cadre de son Plan Stratégique 2018-2021 encourageant la diversification économique, l'innovation et la protection du consommateur.

Du 7 au 10 Novembre se tiendra à Washington DC, le Leadership Meeting de l'INTA. La 140ème réunion annuelle de l'INTA aura lieu du 19 au 23 Mai 2018 à Seattle, Washington.

NÉCROLOGIE



Les Familles Mbengue Makondzo et Pongault annoncent aux parents, amis et connaissances que le programme des obsèques de leur frère, oncle, père et grand-père Ebata Mbengue Adolphe (Ebem) décédé le 14 octobre 2017, se déroulera comme suit :

Mercredi 25 octobre 2017

9h00 : Levée de corps à la morgue de l'hôpital de Talangai

10h : Recueillement au domicile, rue Konda n°77 bis Ouenzé (Avenue reine Ngalefourou)

11h30 : Départ pour l'église sainte Marie de Ouenzé

14h : Départ pour le Cimetière Privée Bouka

16h : Retour et Fin de cérémonie.

IN MEMORIAM



14 novembre 2016 – 14 novembre 2017

Bientôt un an qu'il a plu au Seigneur de rappeler à lui notre regrettée journaliste émérite, Nancy France Mary Loutoumba, cheffe de service Économie au quotidien « Les Dépêches de Brazzaville ».

En cette date de triste anniversaire, notre rédaction et la famille de l'architecte Dan Dominique Lutumba s'associent à tous ceux qui l'ont connue afin d'avoir une pensée pieuse pour sa mémoire.

À cette occasion, des messes d'action de grâces seront dites, tous les dimanches, en l'église Notre-Dame-du-Rosaire de Bacongo (O.C.H. La Glacière) durant la période du 22 octobre 2017 au 28 janvier 2018 aux cultes de 10 h 30'.

Notez que la messe anniversaire de l'illustre disparue est prévue pour le 19 novembre 2017. « Ya Nancy » gravée dans nos cœurs, nous ne t'oublierons jamais !!!

EASY MATABISI

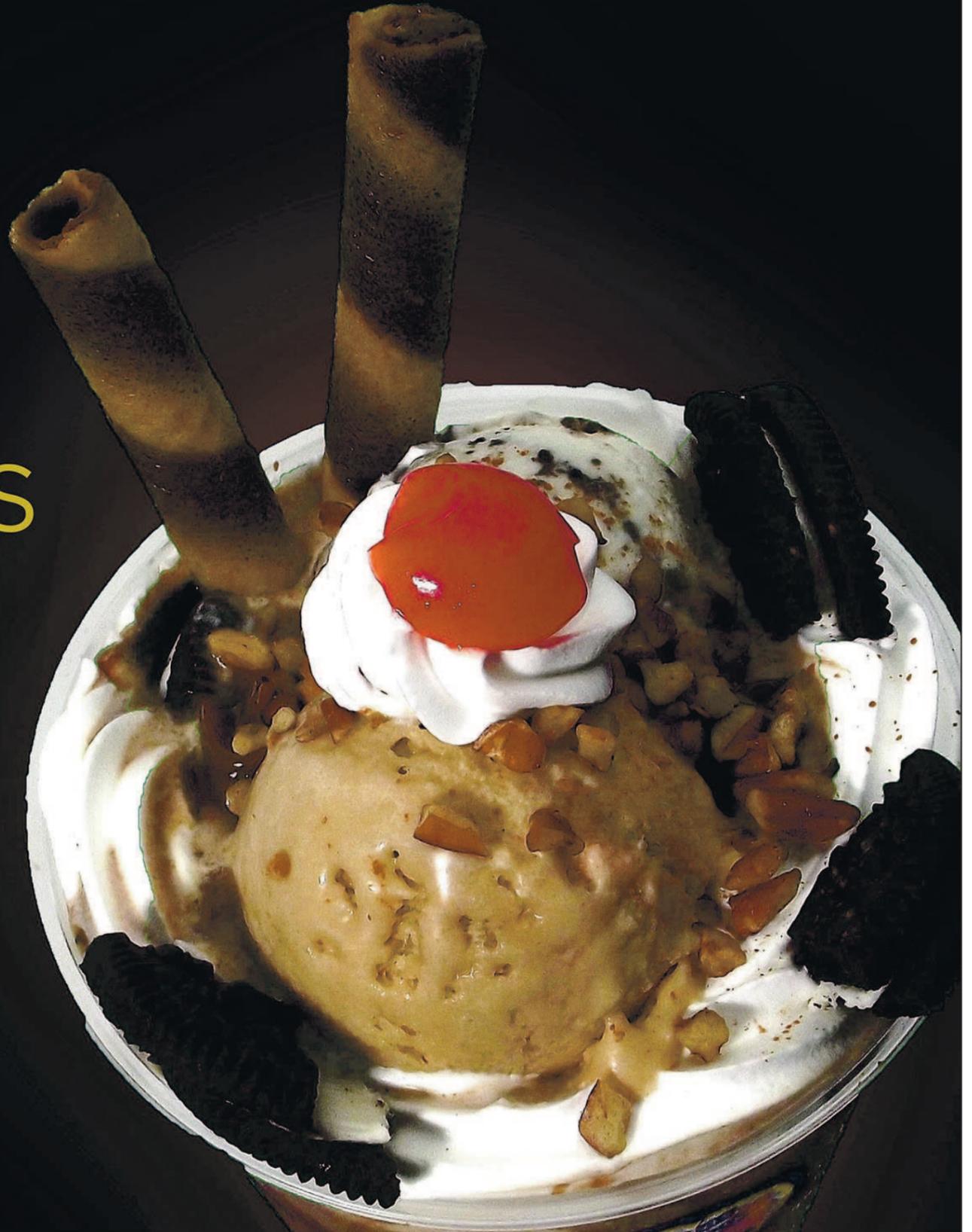
KO ZELA ESILA TE

CHAQUE MOIS, RÉABONNEZ-VOUS EN AVANCE ET PROFITEZ DE 2 NOUVELLES CHÂÎNES OFFERTES



EASY TV
by CANAL+

CRÈMES GLACÉES



Nos crèmes glacées sont faites maison

VANILLE
PISTACHE
ANANAS
CITRON
FRAISE

BANANE
CAFÉ
CHOCOLAT
STRACCIATELLA
AMARENA

MAYA MAYA

Parfum Grand Marnier et Paillettes d'Or

UNE BOULE · 2 500 FCFA | DEUX BOULES · 5 000 FCFA | TROIS BOULES · 7 000 FCFA
SUPPLÉMENT CHANTILLY, SAUCE CHOCOLAT, COULIS · 1 000 FCFA



PEFACO HOTEL MAYA MAYA

AÉROPORT INTERNATIONAL DE BRAZZAVILLE



INFRASTRUCTURES

Le deuxième module de l'échangeur de Talangai ouvert à la circulation

L'ouvrage situé à « kéba na virage », dans le sixième arrondissement de Brazzaville, a été mis en service le 24 octobre par le ministre de l'Aménagement du territoire et des grands travaux, Jean-Jacques Bouya.

Le second module de l'échangeur de Talangai est un réaménagement des avenues des Trois-Martyrs et Marien-Ngouabi ainsi que l'avenue des Ancêtres, harmonisé par la construction d'un nouveau tronçon entre l'avenue Marien-Ngouabi et la culée du viaduc le long du ruisseau « kélékélé ».

L'ouvrage est composé d'une voirie d'environ 1660 m, dotée de deux chaussées de 7 m séparées par un terre-plein central. D'autres voiries urbaines ont été construites sur la rue Tchitondi depuis le croisement avec la 2^e sortie nord et l'avenue des Ancêtres, la rue Epéna ainsi que l'accès au gymnase Nicole-Oba.

Quatre bretelles ont été également bâties pour faciliter les échanges entre les deux principales avenues et l'accès sud au viaduc. D'après le responsable de mission de contrôle, Ibrahim Boussari,



Les membres du gouvernement visitant l'échangeur en hauteur (Adiac)

l'ouvrage est soutenu par un pont à poutres préfabriquées en béton armé de 62,11 m de long, composé de trois traversées de portées quasi-identiques d'une largeur totale de 13,2 m et d'une largeur utile de 8,2 m, permettant de supporter les voies routières.

La mission de contrôle a déploré néanmoins quelques défaillances, en raison notamment de l'absence de panneaux de signalisation

verticale, directionnelle et des travaux inachevés. « L'entreprise a installé des panneaux provisoires, cela

ne suffit pas pour orienter les usagers. En plus, il y a encore d'autres aménagements inachevés au niveau du croisement sortie nord et la rue Tchitondi, au total 900 m d'enrobés et sur l'avenue Marien-Ngouabi, 300 m d'enrobés inachevés », a déploré Ibrahim Boussari.

Ouvrant l'échangeur à la circulation, le ministre Jean-

Jacques Bouya a évoqué la nécessité de faciliter la circulation sur cette voie. « Les chantiers peuvent

être ralentis à cause de la conjoncture, mais nous travaillons pour rendre disponible l'ensemble des ouvrages qui se réalisent dans le pays », a-t-il déclaré. Notons que la construction de l'échangeur qui vient d'être mis en service figurait parmi les projets prioritaires liés aux 11^{èmes} Jeux africains qui se sont déroulés en septembre 2015 à Brazzaville.

Cet ouvrage devrait faciliter la circulation sur cet axe et contribuer à l'amélioration de la physionomie de cette zone.



Le passage sud de l'échangeur (Adiac)

La cérémonie d'inauguration de cet échangeur a eu lieu en présence des membres du gouvernement, notamment les ministres en charge de l'Urbanisme, Josué Rodrigue Ngouonimba; des Affaires foncières, Pierre Mabilia; de la Promotion de la femme, Inès Nefer Ingani; ainsi que du maire de Talangai, Frédéric Privat Ndeke.

Fiacre Kombo

BDEAC

Les cadres sensibilisés aux outils de l'économie verte

Un atelier de formation, organisé du 17 au 19 octobre à Brazzaville, a permis aux participants de s'approprier les interactions des Objectifs de développement durable (ODD)/Climat.

Le séminaire a été animé par l'Institut de la francophonie pour le développement durable (IFDD). Les cadres de la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC) en ont profité pour mieux s'approprier les outils techniques pour la mise en œuvre du Plan stratégique 2017-2022 de leur institution. Le 5^e objectif opérationnel de ce plan étant dédié à la problématique de l'Economie verte.

« Au regard de ses missions, ses centres d'intérêt et surtout des enjeux et potentialités géostratégiques de ses pays membres par rapport aux accords internationaux du développement durable et des changements climatiques, la banque est au cœur de la mise en œuvre des ODD ainsi que



Le présidium à la clôture de l'atelier de formation (Adiac)

d'autres accords internationaux », a déclaré le président de la BDEAC, Fortunato Ofa Mbo Nchama, clôturant les travaux dudit atelier sanctionnés par la remise des certificats de fin de formation aux participants.

Fortunato Ofa Mbo Nchama a, par la même occasion, exprimé

le souhait de renforcer les relations avec l'Organisation internationale de la francophonie afin d'aider les pays membres à bénéficier des financements visant à améliorer leur résilience face aux changements climatiques et, permettre la diversification de leur économie et contribuer ain-

si à l'amélioration des conditions de vie des populations. Intervenant pour sa part, le directeur de l'IFDD, Jean Pierre Ndoutoum, a reconnu que cette rencontre a permis le partage d'expérience et la définition d'un partenariat sur le long terme avec la banque. Seulement, «

Les trois jours que nous avons passés ensemble n'ont pas suffi pour former des experts. Nous allons poursuivre cette collaboration en démarrant non seulement par un certain nombre d'axes déjà identifiés, mais également par la mise en place de quelques outils que nous allons monter en collaboration avec la banque », a-t-il fait savoir.

Signalons que les points focaux du mécanisme de la convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques et les experts des organisations sous-régionales ont aussi bénéficié de cette formation.

La BDEAC, au regard de sa mission d'institution financière de développement, s'est engagée à inclure dans ses conditions de financement, le respect des normes pour la protection de l'environnement et à mobiliser des ressources innovantes pour le financement des activités liées au développement durable.

Lopelle Mbooussa Gassia

ERADICATION DE LA PAUVRETÉ

Les pouvoirs publics invités à financer les projets des jeunes entrepreneurs

Le gouvernement du Congo, les partenaires au développement et les acteurs de la société civile sont unanimes sur la nécessité de promouvoir l'entrepreneuriat social.

« Favoriser l'inclusion pour lutter contre la pauvreté », c'est le thème d'une rencontre d'échanges organisée le 23 octobre, à Brazzaville, dans le cadre de la célébration en différé de la Journée internationale pour l'éradication de la pauvreté normalement commémorée le 17 octobre. L'activité a réuni le gouvernement, les partenaires au développement et les acteurs de la société civile, notamment des structures et plates-formes qui investissent dans la formation qualifiante, l'accès aux établissements de microfinance, le développement agricole, l'inclusion sociale des minorités marginalisées, la protection de l'environnement, etc. Pour l'un des membres du Forum des jeunes entreprises, le père Christian de La Bretesche, les pauvres en République du Congo sont des acteurs de l'économie populaire de base. Mais ils sont exclus du circuit financier, du secteur formel de formation professionnelle permanente. « Les stratégies nationales de lutte contre la pauvreté

doivent tenir compte des attentes des populations vulnérables, en mettant en place au niveau de chaque collectivité locale, des dispositifs complexes d'appui à la création d'emplois », a plaidé cet acteur social. Ce qui permettrait aux collectivités, a-t-il ajouté, d'être également des acteurs de développement économique et de croissance socio-économique de leurs ressortissants.

Plusieurs acteurs de la société civile et entrepreneurs locaux qui sont intervenus ont plaidé dans le même sens, invitant le gouvernement congolais à poursuivre ses efforts en faveur de la lutte contre l'extrême pauvreté et l'exclusion sociale.

Ces initiatives viennent à point nommé car, a souligné la ministre du Plan, de la statistique et de l'intégration, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, le pays traverse une crise économique et financière qui risque de replonger la population dans la précarité prolongée, la misère et les troubles sociaux.



La ministre Ingrid Olga Ebouka-Babackas réceptionnant le rapport 2016 (Adiac)

Mais « le Congo poursuit inexorablement ses efforts pour éradiquer l'extrême pauvreté, notamment en épousant la feuille de route tracée par les Objectifs du développement durable à l'horizon 2030 », a-t-elle répondu. S'agissant de la population vulnérable, a insisté la ministre, la formation constitue un élément catalyseur du processus d'autonomisation et de restauration de leur dignité. Car, sans

connaissance, le pauvre entre dans une spirale d'exclusion sans retour, plongé dans l'illettrisme, l'absence de formation professionnelle; de reproduction générationnelle de la pauvreté; de dépendance et de marginalisation.

Enfin, l'éradication de la pauvreté signifie, selon Anthony Ohemeng-Boamah, vaincre les stéréotypes sur les plus vulnérables avant de les associer à la prise de décision. « Je réitère

l'engagement du système des Nations unies », a-t-il martelé, avant de remettre des exemplaires du rapport 2016 des Nations unies sur la pauvreté aux membres du gouvernement. La manifestation s'est déroulée en présence de la ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, Antoinette Dinga Ndzondo, ainsi que de nombreux responsables des agences onusiennes.

Fiacre Kombo

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE









L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition

à la Modernité

situé 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
Immeuble les manguiers - Mpila
dans l'enceinte des Dépêche de Brazzaville

PARITÉ HOMMES-FEMMES

L'Inrap propose un module de formation sur l'égalité de genre

L'objectif principal de l'outil d'apprentissage est de promouvoir, à travers l'éducation, l'égalité du genre dans la société congolaise.

Les objectifs spécifiques consistent à mettre à la disposition des encadreurs, enseignants et animateurs communautaires, des ressources relatives à l'égalité de genres adaptées au contexte congolais, en vue d'intégrer cette approche dans les pratiques scolaires et extrascolaires. Ce référentiel propose également un socle commun de principes, d'engagements et de compétences à l'usage des formatrices et formateurs en genre et développement. Il est un guide pratique des formations. Il se veut évolutif et ouvert aux enrichissements ultérieurs apportés par les réflexions et les pratiques des acteurs et actrices concernés.

Le document de présentation de ce module explique, aussi, le concept de l'égalité de genres ; donne la lumière sur les activités d'apprentissage.

Pour chaque domaine d'apprentissage, des ressources sont proposées afin de permettre à l'apprenant de réaliser des activités d'apprentissage et trouver des réponses au problème posé par la situation. Faits importants, le document évoque les femmes qui ont marqué l'histoire du Congo aux niveaux national et international. Il est ici question de promouvoir l'égalité des genres en s'appuyant sur la participation des femmes à l'histoire du Congo aux niveaux national et international.

Par ailleurs, cet outil d'apprentissage promeut les pratiques et les textes normatifs de l'égalité de genres. L'approche insiste aussi sur l'exploitation des textes normatifs pour la promotion de bonnes pratiques intégrant l'équité et l'égalité de genres. Le module de formation sur l'égalité de genres est un outil de travail qui a été rédigé avec l'appui de l'Unesco, du ministère de la Promotion de la femme, du ministère de la Justice et des droits humains

et du Forum des éducatrices africaines.

Rappelons que l'égalité des sexes est le principe selon lequel les hommes et les femmes devraient recevoir un traitement égal et ne devraient pas être victimes de discriminations fondées sur leur appartenance à l'un ou l'autre sexe, hormis les cas où une différence de traitement serait justifiée par une différence biologique valable. L'égalité des sexes est un objectif de la déclaration universelle des droits de l'homme de l'Organisation des Nations unies, qui prévoit une égalité en droit et dans des situations sociales, comme le fait de recevoir un salaire égal pour un travail égal. C'est la conviction que tout le monde devrait recevoir un traitement égal et ne pas être discriminé en fonction de son sexe.

Notons que ce module de formation sur le genre a été présenté, le 22 octobre à Brazzaville, par l'Institut national de recherches et d'actions pédagogiques (Inrap).

Fortuné Ibara

SANTÉ

Le Congo et la Russie intensifient leur coopération



L'ambassadeur Russie répondant à la presse (Adiac)

« La Russie attend la lettre de doléances de la partie congolaise sur l'état de besoin en matière de santé. Ce qui nous permettra de voir dans quels domaines nous pouvons apporter notre pierre à l'édifice », a expliqué l'ambassadeur de la Fédération de Russie au Congo, Valéry Mikhaïlov. Il a fait cette déclaration après échanges avec la ministre de la Santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo, le 24 octobre à Brazzaville. La coopération bilatérale globale entre les deux pays concernera, par ailleurs, la formation des cadres congolais dans le domaine de la santé. Les questions liées, entre autres, à la lutte contre le paludisme, la tuberculose et le cancer ont également été évoquées au cours de l'entrevue. S'agissant du cancer, le diplomate russe a indiqué qu'un mémorandum d'entente sera signé pour l'érection des installations visant à produire, à Brazzaville, une certaine gamme de médicaments contre cette maladie.

Par la même occasion, Valéry Mikhaïlov a transmis à la ministre Jacqueline Lydia Mikolo l'invitation à participer à la Conférence ministérielle mondiale sur l'élimination de la tuberculose à l'ère du développement durable. Cette conférence se tiendra à Moscou, du 16 au 17 novembre prochain.

Romnique Makaya

NOUS AVONS PENSE A VOUS !

Formations professionnelles de qualité à votre portée

100% pratique



Début des formations : 16 oct. 2017
Inscription à partir 02 oct.2017: 10 000F

Maintenance - Réseau informatique & Internet
Linux & Windows Server - Sécurité informatique
Programmation - Gestion projet - Bureautique

Choisissez vos jours

- lundi à vendredi
- samedi à dimanche

Choisissez votre formation

- en groupe
- ou personnalisé

Prix abordable

35 000 à 75 000 F/mois



06 621 45 25 / 05 345 78 62

E-mail : kdcomputer2011@gmail.com

849, rue Voula Plateau des 15 ans (vers la pharmacie Jagger) Brazzaville - Congo /

COOPÉRATION

Le Congo et la Turquie entendent renforcer leurs relations parlementaires



Can Incesu échangeant avec le président du Sénat (Adiac)

La déclaration a été faite par l'ambassadeur de Turquie, Can Incesu, au sortir des échanges qu'il a eus avec le président du Sénat, Pierre Ngolo, le 24 octobre à Brazzaville.

« Nous allons travailler avec les commissions permanentes aussi bien du Sénat que de l'Assemblée nationale », a déclaré le diplomate turc, qui est allé féliciter le président du Sénat pour son élection à la tête de cette institution,

en lui remettant une lettre de son homologue de Turquie.

La rencontre a également été l'occasion pour les deux personnalités d'évoquer les récents événements politiques dans les deux pays. « Le président du Sénat a un aperçu très positif de la relation Turquie-Congo et donc je me suis mis à sa disposition pour essayer d'échanger sur cette relation », a ajouté le diplomate turc. Rappelons que les relations entre la Turquie et le Congo se sont

renforcées depuis la visite du président Denis Sassou N'Guesso en Turquie, en novembre 2012. Et depuis, elles ont été marquées par l'ouverture des ambassades à Ankara et Brazzaville ; la tenue de la première session de la commission mixte entre les deux pays et la mise en œuvre des accords bilatéraux parmi lesquels celui sur l'exemption de visas pour les détenteurs de passeports diplomatiques ou de service.

Jean Jacques Koubemba

CRISE FINANCIÈRE

Des engagements courageux souhaités pour le Congo



Siaska De Lang (Adiac)

Peu explicite au sortir de l'entretien d'une heure qu'elle a eu avec le président du Sénat, Pierre Ngolo, le 20 octobre à Brazzaville, la représentante de l'Union européenne (UE) au Congo, Siaska De Lang, a déclaré que la situation économique difficile que traverse le pays ainsi que la crise du Pool ont été au centre des échanges entre les deux personnalités. « Le principal de nos échanges a porté sur la situation dans le

pays », a-t-elle signifié, avant de laisser entendre que le président du Sénat a, à son tour, demandé que l'UE accompagne le Congo pour sortir de ses différentes crises. La diplomate européenne a, en outre, dit « qu'il est aussi important que le pays prenne lui-même des engagements courageux de sortie de crise pour que la communauté internationale puisse l'accompagner ».

J.J.K.

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMERIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE



UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux

OFFSET

Chemises à robot
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adac-congo.com

84, boulevard Denis Sassou N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

NÉCROLOGIE

La famille Nsele Nguamani a le profond regret d'informer les parents, amis et connaissances le décès de leur frère, oncle, père et grand-père Nsele Charles "Cely Bondo" retraité du CFCO à Pointe-Noire, survenu le 10 octobre 2017 à 4 heures au CHU de B/ville.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial, n°213 rue Lagué en face de la commune de Ouenzé.

Les obsèques sont prévues le mercredi 25 octobre 2017 selon le programme ci-après :

8h30 : levée de corps à la morgue municipale du CHU de B/ville
9h30 : recueillement au domicile familial
11h : départ pour l'église catholique Sainte-Marie de Ouenzé
13h30 : départ pour le cimetière privé Bouka
15h30 : fin de la cérémonie



Les familles Missamou, Walimeya et Mombongo ; les enfants Ngokaba Yannick, Taylor et Selia annoncent aux parents, amis et connaissances le décès de leur fille, nièce et mère, Marie-Catherine Selia Missamou, le 20 octobre 2017 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n° 1089 de la rue Sounda au Plateau des 15 ans. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



Teddy Prince Lorry Diafouka et Ida Massengo Mpassi ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès, survenu le 18 octobre 2017 à Brazzaville, de leur fils Ted Jhon Marlon Diafouka.

La veillée mortuaire se tient à la Maison Blanche-Mayanga (arrêt sénégalais; Tél. 06 663 52 11). La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.





LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente



Une sélection unique de la **LITTÉRATURE CLASSIQUE** (*africaine, française et italienne*)

Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.







Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila),
Brazzaville République du Congo

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



CIRCULATION ROUTIÈRE

La capitale économique en mal de parkings

La capitale économique du Congo accuse un grand déficit en matière de lieux de stationnement des véhicules; à certains endroits, les trottoirs en font même office, au plus grand mépris des piétons.

La ville de l'or noir a connu, ces dernières années, un grand boom de son parc auto. Mais quoique des efforts aient été déployés dans la construction des

et quotidienne, du fait des complications auxquelles font face les usagers de la route. Interrogés sur cette question, de nombreux Ponténégrins ont souhaité la mise en place des parkings dans leur ville. « Nous attendons que la mairie construise des parkings et des aires de stationnement dans la ville, car leurs absences poussent les conducteurs à se garer n'importe où sur la voie », ont-ils dit.



La circulation à Pointe-Noire/credit photoDR

voies urbaines, Pointe-Noire souffre encore d'une insuffisance criarde d'un réseau routier capable de favoriser une meilleure fluidité de la circulation. C'est, d'ailleurs, ce qu'a reconnu son nouveau maire, Jean François Kando, lors de son investiture. Pour la population, cette politique d'aménagement n'a pas vraiment évolué en conséquence.

Aujourd'hui, la problématique liée au manque de parkings se pose avec insistance; c'est une préoccupation majeure

En réponse aux préoccupations de la population, Jean François Kando avait promis de faire quelques aménagements essentiels afin de donner un nouveau visage au réseau routier local, en procédant à un nouveau traçage du réseau de trafic urbain avec la création des gares routières modernes aux différentes sorties de la ville.

Cependant, cette promesse se fait toujours attendre.

Hugues Prosper Mabonzo

TÉLÉPHONIE MOBILE

La clientèle agacée par des « bipages fantômes »

De nombreux abonnés à la communication cellulaire au Congo s'indignent ces derniers temps des appels fantaisistes et récurrents venant pour la plupart des numéros portant le préfixe + 371.

Les plaintes fusent de partout et sont émises pratiquement par des clients de tous les réseaux de la téléphonie mobile installés dans le pays. Des appels venant de l'extérieur, disons mieux des bips, sont devenus monnaie courante. S'il faut tenir compte du préfixe qui accompagne les numéros qui émettent ces appels, ils proviendraient de la Lettonie, l'un des trois pays baltes. Ces appels sont lancés aveuglément, semble-t-il volontairement via des systèmes automatisés qui émettent le plus grand nombre d'appels possibles visant des rentrées financières conséquentes. Ces numéros parviendraient à biper, dans un laps de temps, quatre à six personnes.

De l'avis des spécialistes en la matière, ces appels seraient des essais d'une organisation des mafieux d'un réseau basé au niveau national, voire international. Lorsque cette organisation est installée dans l'une des agglomérations du pays, apprend-on, elle doit jouer constamment ce jeu pour répertorier les abonnés des sociétés de téléphonie mobile qui se laisseraient facilement prendre. « C'est une vraie intrusion cellulaire, nous interpellons les sociétés de téléphonie mobile à pouvoir démanteler ces réseaux. Elles peuvent, avec les méthodes qui sont les leurs, localiser géographiquement

ces pseudo appels qui nous embêtent », a indiqué avec indignation un abonné vivant à Pointe-Noire.

Le constat est que ces numéros douteux et nuisibles changent le plus souvent les deux derniers chiffres, a signifié un autre usager qui a cité quelques uns, notamment les +37120951163, +37120951169, +37124951164, +37168918095, +37120952270. « Nous nous demandons si les sociétés de téléphonie mobile ne sont pas informées de ces désagréments qui sont constamment causés à leurs clients », s'est plaint un autre abonné. Cette pratique qui tend à devenir de plus en plus courante soulève la question de la gestion et du contrôle des lignes téléphoniques. Les clients des sociétés de téléphonie mobile ayant déjà été identifiés et codifiés dans des logiciels des différents services desdites sociétés, comment n'arrive-t-on pas à lancer une campagne de démantèlement de ces pirates ?

Ajoutons qu'en plus de ces numéros semble-t-il en provenance de l'étranger, il y en a d'autres aux codes et préfixes nationaux qui « bouffent » de temps en temps des crédits des paisibles citoyens par des bips fantaisistes. En cas de rappel, l'on s'entend dire par le correspondant inconnu des choses farfelues telles : « Grand-frère, peux-tu me rappeler, j'ai de la marchandise à vendre, je souhaite que l'on se retrouve à tel endroit pour discuter des modalités », etc. Des appels trompeurs venant ni plus ni moins que de vrais escrocs.

Faustin Akono

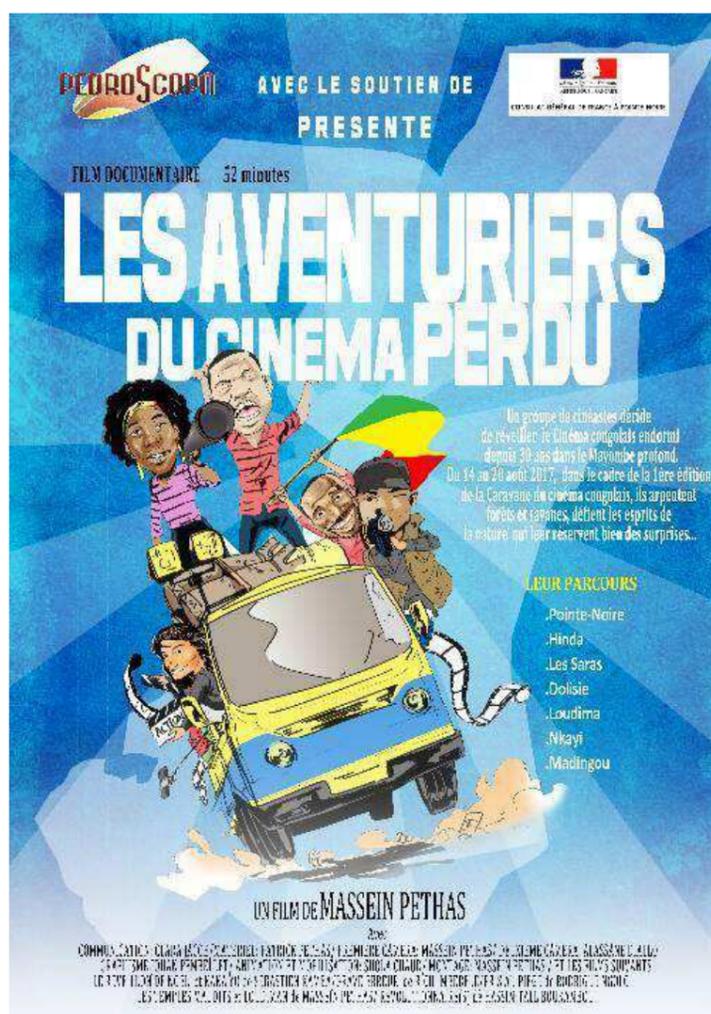
CINÉMA

« Les aventuriers du cinéma perdu » bientôt sur les écrans

Le film de Masseur Pethas retrace la grande aventure menée par un groupe de jeunes cinéastes qui ont décidé de réveiller le cinéma congolais endormi depuis 30 ans dans le Mayombe profond.

Le documentaire de 52 minutes est déjà disponible sur support DVD et a été produit par Pedroscoipa avec le soutien du Consulat général de France à Pointe-Noire. Il est le fruit du travail abattu par les cinéastes lors de la 1ère édition de la caravane du cinéma congolais qui a eu lieu, du 14 au 20 août 2017, sous forme de cinéma itinérant à Pointe-Noire, Hinda, Les Saras, Dolisie, Loudima, Nkayi, Madingou.

Une initiative qui vise à accompagner et mettre en valeur le nouveau dynamisme de l'industrie cinématographique observé dans le pays ces derniers temps. En effet, après une longue période d'absence, le cinéma congolais renaît de ses cendres avec l'existence d'événements qui lui sont consacrés et la production d'une quan-



tité importante d'œuvres cinématographiques de qualité. Un mouvement insufflé par la jeune génération de cinéastes. Relancer le cinéma congolais par la promotion des films congolais, reconquérir le public qui aujourd'hui s'est détourné des productions audiovisuelles locales au profit des productions étrangères telles Novelas, Karachika, Bollywood, Hollywood, recréer la dynamique et ressusciter l'espoir ainsi que l'envie de croire au cinéma congolais ont été les autres objectifs de cette merveilleuse aventure à laquelle a été associé Sébastien Kamba, le premier cinéaste congolais.

En 52 minutes, le réalisateur Masseur Pethas a immortalisé toutes les péripéties de cette aventure qui a vu la projection, dans les différentes localités visitées, de 100% de films congolais mais aussi la présentation de la télé-réalité pour rendre compte à la population rurale des arcanes et les coulisses d'une production cinématographique. Les animations culturelles et les

échanges avec les cinéastes apportent une touche particulière à ce film.

Masseur Pethas, le réalisateur, a été distingué en 2016 pour son film documentaire «Les Temples maudits» lors du festival Ya Beto et prix du jury lors du festival international Moké Film pour son documentaire Loudiman. Il est aussi récipiendaire du prix CAB on tourne 2014. Il croit au cinéma congolais qui aujourd'hui essaie de sortir la tête de l'eau après une longue période d'hibernation. «Nous voulons contribuer à la renaissance de notre cinéma, faire en sorte que l'on parle de ce cinéma et que les Congolais soient conscients qu'il existe bel et bien et qu'ils s'en approprient. Nous voulons aussi leur faire comprendre que le cinéma peut contribuer dans l'économie du pays comme c'est le cas au Nigeria, au Mexique, en Inde ou encore aux États-Unis à condition que l'accompagnement des pouvoirs publics, des mécènes et producteurs du 7^e art soit plus efficace », a-t-il dit.

Hervé Brice Mampouya

BARRAGES/ LIGUE 1

Le CESD plonge le FC Kondzo en plein doute

La jeune équipe a fait un pas important vers la montée en Ligue 1 en dominant, le 24 octobre au stade Alphonse-Massamba-Débat, son adversaire le sur le score de 2-1 en match aller des barrages.

Rien n'est encore joué. Il faudra attendre le match retour prévu pour dimanche en vue de savoir qui du Centre d'études et sports de la Djiri (CESD) et du FC Kondzo complètera la liste des clubs de la ligue 1. Donné pour favori grâce à son expérience en Ligue 1, le FC Kondzo est très mal embarqué dans ces barrages alors que c'est lui qui recevait le vainqueur de la Ligue 2, zone A. Dominé durant la première mi-temps, il a concédé le premier but à cause d'un



Le CESD bien parti pour monter en Ligue 1/Adiac

emplacement très exécrable de sa défense qui a permis à Drove Costode de mettre le

CESD en confiance avant la pause. A la reprise, Kondzo se procure les meilleures si-

tuations de la partie mais ses attaquants, peu inspirés, ne les concrétisaient pas. Le 15^e

de la Ligue 1 a fini par payer le prix de son manque d'efficacité devant les buts, à la 67^e minute, quand Archange Ebandza donne un avantage conséquent au CESD (2-0). Fred Oba va redonner un mince espoir au FC Kondzo en vue de la manche retour en réduisant le score à la 85^e minute.

Pour espérer renverser le CESD, le FC Kondzo doit s'imposer le dimanche par deux buts d'écart alors que la Djiri aurait besoin d'un nul pour monter en Ligue 1. En deuxième explication de ces barrages, le FC Nathalys et V Club Mokanda ont fait un nul blanc (0-0). Les chances des deux formations sont intactes.

James Golden Eloué

JOURNÉE DES NATIONS UNIES

Le Congo réaffirme son engagement en faveur de la coopération

« Par ma voix, la République du Congo exhorte la communauté des Nations à unir plus que jamais ses efforts afin de donner définitivement corps aux nobles idéaux de liberté et d'égalité, de justice et de paix, de solidarité et de générosité humaine », a lancé le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger, Jean Claude Gakosso, à l'occasion de la célébration, le 24 octobre, du 72^e anniversaire de l'ONU.

L'ONU a été fondée pour préserver les générations futures du fléau de la guerre, protéger les droits fondamentaux de l'homme, créer les conditions nécessaires au maintien de la justice, favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie. En cela, le ministre des Affaires étrangères estime que ces grands objectifs n'ont rien perdu de leur actualité car, « de formidables progrès humains, couplés à de spectaculaires avancées scientifiques et technologiques dans divers domaines, ont ouvert à l'humanité des perspectives inespérées ».

« En 72 ans, l'humanité n'a plus connu de tragédie de l'ampleur de celle que constitua la Seconde Guerre mondiale. Cette longue

période de paix, nous la devons très largement aux Nations unies, à notre organisation qui a souvent servi de catalyseur et d'espace central où s'harmonisaient les efforts des nations éprises de paix », a souligné Jean Claude Gakosso dans son discours.

Le Congo, a-t-il indiqué, figure parmi les pays qui ont pu « jouer, dès le début des années 1960, de l'imprescriptible droit à l'autodétermination et à l'indépendance, s'affranchissant du joug colonial et intégrant la famille des peuples libres dans le concert des Nations ».

Sur le bilan des 72 ans d'existence de l'ONU, Jean Claude Gakosso pense que l'institution a plus que tenu ses promesses et donné « la

preuve de sa nécessité et de sa pertinence historiques ».

A côté de ces avancées, le ministère des Affaires étrangères a également relevé les faiblesses, qui ont souvent caractérisé l'action de l'ONU, et parfois réduit sa capacité à agir sur le cours des événements. Ainsi, de nouveaux dangers se sont fait jour: le terrorisme international, les changements climatiques, la pauvreté endémique, la crise migratoire, les inégalités entre Etats et à l'intérieur des Etats, les pandémies et d'autres menaces encore, qui dépassent le cadre étroit des frontières nationales.

En outre, il a rappelé la décision de plusieurs pays exprimée lors du sommet mondial en 2005, de voir l'ONU « réformée sans tarder ». Cette décision a été relancée récemment lors de l'Assemblée générale annuelle de l'institution au cours de laquelle, plusieurs pays ont réclamé à nouveau une réforme urgente du Conseil de sécurité, dont la composition et le fonctionnement sont hérités de la Seconde Guerre mondiale.

« Nous croyons fermement que l'ONU a vitalement besoin de plus de transparence, de plus de justice, de plus d'équité et de plus de démocratie interne, dans le respect strict de l'égalité souveraine des Etats et de la dignité de chacun d'eux », a précisé le ministère des Affaires étrangères.

La célébration du 72^e anniversaire de l'ONU, axée sur les objectifs du développement durable, a été également marquée par la projection d'un film, retraçant les activités liées au soutien de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture au Congo.

Yvette Reine Nzaba

TIC

Des Congolais en Chine pour le programme « Seeds for the future »

Dix étudiants issus des filières technologiques de plusieurs établissements universitaires du pays ont quitté Brazzaville, le 21 octobre, pour Shenzhen, où ils bénéficieront d'une formation de deux semaines dans le cadre de la formation internationale que conduit Huawei, le géant chinois des télécommunications.

Sélectionnés sur une soixantaine de candidats, les heureux bénéficiaires de la formation vont rejoindre, pour la première fois, des milliers d'autres étudiants du monde entier qui ont déjà goûté aux délices du programme qui vise à développer les talents locaux liés aux Technologies de l'information et de la communication (TIC). En clair, « Seeds for the future », qui veut dire « semences du futur » en français, vise à renforcer les compétences pratiques des étudiants issus de l'univers des TIC, télécommunications, électronique et informatique.

Au Congo, le programme créé par Huawei a été piloté en partenariat avec le ministère des Postes, télécommunications et de l'économie du numérique. D'ailleurs, pour saluer ces talents sélectionnés sur une soixantaine de dossiers, le ministère a organisé, le 20 octobre avec le concours de Huawei, une cérémonie de présentation des candidats. L'occasion pour les deux parties de prononcer des discours ponctués d'intentions de soutenir la formation comme soubassement d'une économie numérique souhaitée.

Si Léon Juste Ibombo, le ministre des Postes, télécommunications et de l'économie du numérique, a profité de l'occasion pour appeler les étudiants à « parfaire les compétences dans ce qui est qualifié métier de l'avenir », l'ambassadeur de Chine au Congo, Xia Huang, saluant l'excellence des relations avec le Congo, a quant à lui demandé aux entreprises chinoises présentes sur place de soutenir l'éducation et la formation, clé de développement du pays. Le programme « Seeds for the future » de Huawei est expérimenté pour la première fois au Congo. Selon le vice-président de Huawei pour la zone Afrique du nord, Jack Zhou, présent à la cérémonie, ce programme a été lancé pour la première fois en Thaïlande en 2008. A ce jour, plus de dix mille jeunes de près de trente-six pays ont pleinement partagé des moments d'apprentissage et d'échange. Il a souligné que Huawei a investi massivement dans la culture des TIC. La marque s'emploie à populariser les technologies et les connaissances en matière de communication, à développer les compétences des professionnels des TIC et à accroître les possibilités d'éducation. Son objectif est d'accroître l'accès au monde de l'information.

Les étudiants congolais ont saisi l'occasion pour remercier le gouvernement – représenté par deux autres ministres, de la Recherche scientifique et de la Promotion de la femme – et la société Huawei pour l'opportunité « d'immerger dans un environnement technologique très avancé où nous aurons l'occasion d'interagir avec les experts de Huawei et de visiter les locaux de ce géant mondial des télécommunications ». « A l'issue de cette formation, nous espérons être capables de mettre en pratique l'expérience acquise et nous souhaitons être suivis et accompagnés dans nos éventuels projets », a lancé Estime Sandza, au nom du groupe.

Quentin Loubou

MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU

A l'occasion de cet anniversaire, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a lancé un message restitué par le coordonnateur résident du système des Nations unies au Congo, Anthony Ohemeng-Boamah, en ces termes :

« Notre monde fait face à de nombreux défis. Conflits et inégalités qui s'intensifient... Phénomènes climatiques extrêmes, qui se multiplient et intolérance meurtrière qui gagne du terrain... Notre sécurité menacée, notamment par les armes nucléaires... Mais nous avons les outils et les ressources nécessaires pour relever ces défis. Tout ce dont nous avons besoin, c'est la volonté de le faire. Les problèmes du monde n'ont pas de frontières. Et nous devons dépasser nos différences si nous voulons transformer notre avenir.

Lorsque nous aurons donné à tous les peuples la possibilité de jouir de leurs droits humains fondamentaux et de vivre dans la dignité, ces mêmes peuples seront les artisans de l'édification d'un monde pacifique, durable et juste. En cette Journée des Nations unies, efforçons-nous, « Nous peuples des Nations unies » de concrétiser cette aspiration ».